CONSÉCRATION DE LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS : « L'ÉVÉNEMENT LE PLUS MARQUANT DANS MA VIE POLITIQUE »

LLOYD AXWORTHY

Lloyd Axworthy est le président du Conseil mondial pour les réfugiés et la migration, qui réunit des leaders, des innovateurs et des personnes d'influence dans le but de concevoir un nouveau système qui permette d'assurer la prévisibilité et la coopération en matière d'accueil des réfugiés. M. Axworthy a été ministre des Affaires étrangères du Canada de 1996 à 2000 et a précédemment occupé les fonctions de ministre fédéral de l'Emploi et de l'Immigration, de ministre du Travail et de ministre des Transports. Il a été député provincial du Manitoba (1973–1979) et député libéral de Winnipeg (1979–2000). Il a également été président et vice-chancelier de l'université de Winnipeg de 2004 à 2014. Il est considéré comme le principal architecte de la doctrine des Nations unies sur la responsabilité de protéger et a joué un rôle déterminant dans l'adoption, en 1997, du traité international d'interdiction des mines antipersonnel.

Ce qui suit est un extrait d'un entretien avec Lloyd Axworthy réalisé par Lisa Abramovich, coordinatrice de projet et assistante de recherche à l'Association d'études canadiennes.

« J'AI VRAIMENT APPRIS CE EN QUOI CONSISTE LA DISCRIMINATION »

Je suis né et j'ai grandi dans les Prairies, ce qui me procure le privilège de profiter de l'étendu du ciel bleu dans les Prairies, mais aussi le sentiment d'être loin, très loin de l'endroit où les vraies décisions sont prises au Canada, c'est-à-dire à l'est de notre pays. J'ai également eu la chance de grandir dans une communauté très multiculturelle dans le nord de Winnipeg, où vivaient un certain nombre de Canadiens originaires d'Ukraine, d'Allemagne et de Pologne. Je faisais partie d'une minorité distincte, mais je venais d'un milieu d'Anglo-Saxons blancs et protestants (WASP). J'ai donc appris à courir et à parler vite, et cela fait partie de mon instinct de

survie. Mais ce fut une expérience formidable. Par ailleurs. J'ai vraiment appris… à l'âge de 12–14 ans, ce que signifiait la discrimination. Un jour, l'un de mes plus proches amis est venu à l'école et a annoncé qu'il a changé de nom. La raison en était qu'il travaillait pour une entreprise du centre-ville. Et s'il voulait obtenir une promotion, son nom à consonance ukrainienne devait être modifié pour qu'il résonne mieux à l'oreille des WASP.

C'était très embarrassant, et j'ai commencé à comprendre un peu le système de castes qui faisait partie intégrante de mon enfance dans le quartier nord de Winnipeg.

« LA FOI D'UNE PERSONNE SE REFLÈTE PAR CE QU'ELLE FAIT EN CE BAS MONDE »

J'ai également bénéficié et je reste très réceptif à une éducation robuste dans l'Église unie du Canada, qui, à l'époque, à Winnipeg, était encore imprégnée de l'idée de l'Évangile social selon laquelle la foi d'une personne se reflète par ce qu'elle fait en ce bas monde – et non dans ce qu'elle fait pour se préparer pour l'au-delà – et j'en suis encore très sensible. J'ai finalement fait mes études de premier cycle dans un collège d'arts libéraux, le United College, fondé par les églises presbytérienne, méthodiste et congrégationaliste, qui avaient formé l'Église unie… C'était une communauté universitaire très active parce qu'elle croyait vraiment à l'action sociale. Il me semble que cela a fait partie aussi de mon éducation. J'ai ensuite effectué un séjour de près de cinq ans aux États-Unis, où j'ai poursuivi mes études supérieures à Princeton, tout en étant au cœur des mouvements des droits civiques et au cœur des mouvements pour les droits civiques et des protestations contre la guerre du Vietnam. En fait, j'ai participé à la Marche à Montgomery aux côtés d'un couple d'amis et de quelques étudiants que j'enseignais lorsque j'étais au Middlebury College, mon premier emploi en tant qu'enseignant après avoir quitté Princeton. Ainsi, j'ai donc été très influencé par l'idée de la participation des gens et de leur implication dans la prise des décisions qui les affectent, par opposition aux décisions prises par la hiérarchie.

Par ailleurs, je pense que mes opinions politiques sont devenues libérales dans le sens où j'étais un grand admirateur de Mike (Lester B.) Pearson (premier ministre du Canada, 1963–68). Il a donné une conférence à Winnipeg lorsque j'étais en dernière année de lycée, ce qui a en quelque sorte changé ma vie. Il a parlé de ce que représentait le fait d'être Canadien et du rôle particulier que nous avions à jouer dans le monde. De par notre histoire, nous étions habitués à faire des compromis, à trouver des moyens de surmonter les divisions, et parce que nous avions le privilège d'être dans un endroit sûr, nous étions capables de faire des choses que beaucoup d'autres pays ne pouvaient pas faire. Cela faisait donc partie intégrante à ce que je devienne, je suppose, un internationaliste libéral à la manière de Pearson dans ma façon de voir les choses. Et cela allait influencer le cours de ma vie publique…

CHARTE DES DROITS ET IDENTITÉ CANADIENNE

J'ai fait mon entrée au gouvernement fédéral en 1979… Et puis, en 1980, lorsque nous sommes revenus aux affaires sous le gouvernement de M. (Pierre Elliott) Trudeau, je me suis retrouvé en tant que membre du cabinet en tant que ministre de l'Emploi et de l'Immigration, ce qui a été une expérience incroyable… L'immigration faisait partie intégrante

des efforts visant à accueillir un grand nombre de Vietnamiens et de Laotiens de la péninsule vietnamienne, soit 60 à 70 000 personnes. J'ai également eu l'occasion de vivre l'événement le plus important de ma vie politique, qui a été de faire partie du gouvernement ayant présenté la *Charte canadienne des droits et liberté*. Je continue de dire que chaque fois que l'on me demande quel a été l'événement le plus important de ma vie politique, je réponds que c'est certainement celui-là. J'en viens maintenant à la question suivante, à savoir pourquoi c'est important. Il y a environ un mois, j'ai lu un sondage récent réalisé par Environics, et Michael Adams a indiqué clairement que la conviction et l'adhésion à la Charte des droits étaient de loin l'identité qui caractérise le plus les Canadiens... En tant que ministre des Affaires étrangères pendant près de cinq ans au Canada, et ce fut probablement le temps fort de ma carrière, où j'ai pu représenter certaines de mes idées sur la manière dont le Canada pouvait jouer un rôle positif et constructif dans le monde. Nous avons élaboré un programme en faveur de la sécurité humaine, ce qui signifiait que nous étions tout aussi intéressés à protéger les individus qu'à protéger les États-nations et les frontières, etc.. C'est ainsi qu'a vu le jour le traité sur l'interdiction des mines antipersonnel. Le protocole national sur les casiers judiciaires, la protection des enfants soldats, des choses de ce genre qui nous ont permis de nous distinguer pendant un certain temps sur la scène internationale.

DROITS DES RÉFUGIÉS ET DES MIGRANTS

Aujourd'hui, en tant que président du Conseil mondial pour les réfugiés et la migration, où nous travaillions avec force pour essayer de mettre au point des moyens pratiques et efficaces pour venir en aide aux populations. Je pense qu'au cours des quatre ou cinq années où j'ai été impliquée, le problème a pris une ampleur exponentielle. Les statistiques et les demandes ont augmenté, tandis que de nombreux gouvernements se sont orientés vers une politique migratoire plus restrictive, notamment envers les personnes déplacées et les réfugiés. C'est donc une bataille ardue, mais cela en vaut la peine.

...Nous sommes l'un des pays les plus privilégiés au monde en termes de sécurité et de sûreté. Nous disposons d'une base de ressources qui nous a permis de créer de la richesse au fil des ans. Et comme je l'ai dit précédemment, la mise en vigueur de certains éléments clés de la politique gouvernementale, tels que la Charte des droits, l'indépendance du pouvoir judiciaire et des élections équitables... Je pense que cela nous a vraiment permis de maintenir un certain degré de confiance parmi les gens. Et je pense que, vous savez, il n'y a pas beaucoup de pays comme le nôtre...

SUR LA RÉCONCILIATION : « IL Y A BEAUCOUP À DÉSIRER »

L'autre jour, je discutais avec un ami très engagé sur la question autochtone et il m'a dit : « Peux-tu croire qu'en ce pays moderne, hautement développé et riche, avec des chartes des droits et qui déploie des efforts considérables pour promouvoir la démocratie et la diversité, nous tolérons encore que 40 à 50 communautés autochtones au Canada n'aient pas d'eau potable ? » Je veux dire, c'est juste un exemple clair de la manière dont nous pouvons investir beaucoup d'argent dans des choses que nous considérons vraiment comme une priorité... L'année dernière, il y a eu une grande fête ici au

Manitoba lorsque le lac Shoal – qui est le principal fournisseur d'eau douce de la ville de Winnipeg – a reçu un financement du gouvernement fédéral pour commencer à développer son propre programme d'eau douce pour la communauté qui vit aux alentours du lac. Je veux dire, si jamais vous voulez parler d'une odieuse ironie du sort sur ce que nous sommes en tant que Canadiens... C'était cet exemple – que les 700 000 personnes puissent bénéficier de l'eau du lac Shoal, mais pas ceux qui vivent aux alentours. Et les exemples sont multiples et je pense que (sur la question de) la réconciliation, il y a beaucoup à désirer. Je ne pense pas qu'il y ait une véritable engagement sur ce qui doit vraiment se passer. Il n'y a pas le genre de leadership dont nous avons besoin (...). On se contente de belles paroles et nous donnons de l'argent à certains endroits pour en parler, mais lorsqu'il s'agit réellement de réconciliation, il n'y a pas beaucoup de leadership politique dans le pays... Et je pense que cela nous affecte en tant que pays. Cela nuit certainement à notre réputation. Je pense que d'autres pays, Je pense que d'autres pays, bien qu'ils puissent porter sur nous un regard positif à bien des égards, il leur suffit d'observer nos propres problèmes en matière de droits de l'homme au Canada pour se rendre compte que nous avons été très négligents, que notre histoire a été déformée et que nous ne faisons pas grand-chose pour y remédier.

TROUVER L'ÉQUILIBRE ENTRE LIBERTÉ ET DROITS D'AUTRUI

Il y a plusieurs années, j'ai passé un été à lire le livre de Charles Taylor sur l'État laïque. Et je pensais qu'il avait beaucoup de bon sens lorsque nous nous éloignions des valeurs basées sur la foi... pour passer des valeurs laïques, qu'il n'y avait pas beaucoup d'engagements en matière de valeurs. Et quand elles sont empreintes de religiosité, elles deviennent extrêmes. Je veux dire par là que les évangélistes ont fait campagne contre les vaccins et d'autres choses de ce genre. Ils s'accrochent à ce genre de notions sans reconnaître que la liberté n'est pas une permission sans limites. La liberté doit toujours être (équilibrée) en fonction de l'impact qu'elle a sur les autres. Et je pense que notre laïcité, comme l'a dit (Taylor), devrait permettre de faire valoir la vie ordinaire, le droit de se lever le matin, de regarder le coucher de soleil, d'avoir un emploi, d'envoyer ses enfants à l'école et d'être à l'abri de toute intimidation ou exploitation – de faire valoir cette réalité de la vie de tous les jours. Mais c'est difficile à faire dans un contexte dans lequel la politique devient si toxique.

« LA DIVERSITÉ EST UNE BONNE CHOSE »

L'étude de Mike Adams a permis de mettre en évidence que les Canadiens ont en général adhéré (au multiculturalisme) – nous pensons que la diversité est une bonne chose et nous sommes aujourd'hui un pays très diversifié. Je veux dire l'ancienne (l'idée) anglo-française – nous prenons conscience maintenant, mon Dieu, de l'existence d'une population autochtone ici depuis des milliers d'années, et de nouvelles populations sont arrivées au Canada depuis la Seconde Guerre mondiale, et elles sont en train de devenir majoritaires. Et Je pense que c'est une bonne chose. Ces populations apportent tellement plus... Je trouve appréciable la qualité des expériences, des perspectives, des idées et l'esprit d'entreprise qui y ont été introduits. Et je pense donc que les Canadiens, en général, n'adhèrent pas nécessairement à l'idée que tout est basé sur l'ethnicité, mais il y a certainement un réel respect,

je pense, pour les autres groupes en général. Et je pense à ce titre que le mouvement des Noirs en général, le mouvement pour les droits des personnes Noires, est en train de faire des progrès. Je pense que la misogynie persiste fortement dans notre pays, que les femmes sont dans beaucoup d'endroits soumises à une véritable pression ou à un harcèlement. Je pense qu'il s'agit là d'un problème sur lequel, encore une fois, nous parlons beaucoup, mais pour lequel nous ne faisons pas grand-chose.

EN PENSANT AUX RELATIONS INTERGROUPES AU CANADA...

Quels sont, à votre avis, les défis les plus importants en vue de réconcilier les différences parmi les éléments suivants ? Les relations entre autochtones et non-autochtones ? les rapports entre le Québec et le reste du Canada ? Les relations entre les personnes religieuses et laïques ? les dynamiques entre minorités visibles, les personnes racisées et les personnes blanches, et enfin, les relations entre immigrants et non-immigrants ?

Je dirais que tous les éléments mentionnés nécessitent d'un travail de fond. Certains aspects plus que d'autres. Il y a un élément qui n'est pas inclus dans cette liste, mais je pense qu'il est crucial : la question du genre. Je pense que les droits de la femme sont soumis à une véritable pression, et cela se manifeste de toutes sortes de manières... Je reviens à une déclaration antérieure concernant les relations avec les peuples autochtones. Je donnerais presque une note éliminatoire... Nous ne faisons tout simplement pas ce qu'il faut pour résoudre cela...

En ce qui concerne la question de la migration et des réfugiés. Nous suivons toutes sortes de programmes absurdes comme les accords de tiers pays sûrs que nous savons qu'ils sont discriminatoires... Si vous êtes un demandeur d'asile, vous avez de fortes chances de vous retrouver dans une prison provinciale parce que nous n'avons pas pris la peine de trouver des solutions alternatives pour la question du logement ou que les gens attendaient que leurs demandes soient examinées.

Quatre provinces ont maintenant rompu l'accord avec le gouvernement fédéral – ce qui mérite d'être souligné – mais nous constatons encore que l'Ontario, le Québec et le gouvernement fédéral utilisent un système dans lequel nous incarcérons des demandeurs d'asiles silencieux. Franchement, quel genre d'absurdité est-ce là ?

« UN EXAMEN DE CONSCIENCE NATIONAL »

Je pense qu'il est temps de faire sérieusement un autre examen, un examen de conscience, et cela, au niveau national... je pense qu'il doit y avoir une véritable réévaluation de nos politiques et programmes fédéraux, tant dans le cadre de la migration vers l'étranger ou à travers nos frontières qu'à l'intérieur même de celles-ci. Nos programmes d'établissement seront considérablement renforcés et reconstruits. Je pense que nous devons nous pencher sur la demande d'asile. L'un des projets du Conseil mondial pour les réfugiés et la migration est le lien entre le changement climatique et la migration. Nous allons assister à de grandes migrations à l'intérieur du Canada alors que les communautés situées sur les océans – dans des zones vulnérables – vont commencer à se déplacer. Et où iront-elles ? Qui les prendra en charge ? Nous avons ce débat qui est en cours.

« JE PENSE QUE NOUS DEVONS REHAUSSER NOTRE NIVEAU »

En tant que personne qui a beaucoup d'années d'expérience dans la vie publique, je constate qu'au fil du temps, nous avons vraiment réalisé des investissements importants pour permettre aux Canadiens de gérer les questions sur l'identité. Il y a un changement générationnel qui fait que les gens abandonnent l'idée que le hockey et le bison font partie de notre identité, pour parler des droits de l'homme et des droits garantis par la Charte, qui sont tellement une partie intégrante de notre identité. Lorsque je m'adresse à mon fils et à son entourage, ils ne pensent pas en termes aussi extravagants que ceux que l'on voit aux États-Unis concernant les questions de transgenre et tout le reste. Ils disent simplement : les gens sont des gens. Ils ont des droits dans la mesure où nous pouvons les soutenir. Mais nous avons terriblement échoué avec les peuples autochtones et en matière de droits de la femme dans ce domaine. En ce qui concerne les droits des femmes dans ce domaine. Je pense que nous devons rehausser notre niveau.